

## Le sens de l'accélération de l'Histoire

## PRÉAMBULE

Suivre Attali ou se taire ?

Pour tous ceux qui s'intéressent – de près ou de loin – à la prospective, ou à ce qu'il en reste dans ce monde survolté, suivre Jacques Attali n'est pas une option. C'est presque une injonction. Ne pas le lire, c'est s'interdire l'anticipation. Ne pas le contredire, c'est risquer d'être dépassé. Et c'est bien là toute la complexité du personnage : on peut ne pas toujours être en phase avec lui, mais on ne peut jamais l'ignorer.

Je me suis donc plongé, avec l'honnêteté du curieux et la fatigue du citoyen lucide, dans le dernier rapport de son think tank : Mid-Year Global Outlook 2025, publié en juin 2025 par Attali Associates. Ce rapport dresse un état des lieux mondial du second semestre 2025 – géopolitique, économique, environnemental – avec cette lucidité froide qui fait la signature du genre. Le tableau est sans fard : guerres, tensions, catastrophes... tout semble s'accélérer, et rien ne semble plus vraiment nous surprendre. Et pourtant, ces événements – que certains décriraient comme "imprévus" – étaient bel et bien lisibles dans les signaux faibles des dernières années. C'est cela, la force de la prospective : voir le chaos venir... et essayer d'en faire quelque chose d'utile.

Le rapport insiste sur deux variables-clés qui pèseront lourdement sur les mois à venir : d'un côté, la stabilité de la relation sino-américaine – oscillant entre rivalité, dépendance et confrontation larvée ; de l'autre, la vitesse à laquelle les innovations technologiques, en particulier l'intelligence artificielle, seront mises en œuvre – ou détournées.

Je ne partage pas toujours les conclusions d'Attali. Parfois, je l'écoute à contre-courant. Mais souvent, je me surprends à relire certaines de

ses intuitions d'hier à la lumière des réalités d'aujourd'hui. C'est cette posture – critique mais curieuse – que j'ai voulu adopter ici.

Ce petit livre n'est ni une synthèse scolaire, ni un panégyrique. C'est une tentative de mise en perspective personnelle, à partir d'une matière riche, exigeante, et parfois dérangeante. J'y ai ajouté des clés de lecture, des commentaires, parfois des points de désaccord, mais toujours avec le souci de rendre les enjeux accessibles, sans les trahir.

Que vous soyez lecteur régulier de prospective, simple citoyen inquiet, décideur en quête de boussole, ou juste curieux du monde qui vient, j'espère que ces pages vous permettront – sinon de comprendre l'avenir – du moins de l'aborder avec un peu plus de lucidité, et peut-être, de courage.

Adnane Benchakroun

Juillet 2025

## **SOMMAIRE**

**PRÉAMBULE** : Suivre Attali ou se taire ?

1. Les grandes lignes du Mid-Year Global Outlook 2025
2. Méthode, angles morts et choix éditoriaux
3. Douze jours de guerre : Iran, Israël, États-Unis
4. Le piège africain : Sahel, Corne de l'Afrique, et vacillement sécuritaire
5. Europe : continent vulnérable dans un monde durci
6. Indo-Pacifique : la ligne de front silencieuse
7. Économie mondiale : rebond ou illusion ?
8. Les deux inconnues : IA et Chine
9. Climat et environnement : l'irruption de l'urgence physique
10. Ce que la prospective permet encore d'espérer
11. Agir malgré tout : plaidoyer pour une lucidité engagée

**CONCLUSION** : Le futur n'existe pas encore, sauf si nous l'écrivons

## **Chapitre 1 : Ukraine – Russie : Une guerre de positions qui redessine l’ordre mondial**

Alors que le conflit en Ukraine entre dans sa quatrième année, il ne s’essouffle pas. Au contraire, il mute, se reconfigure et s’étend au-delà des frontières visibles. Derrière l’embrasement des combats et le vacillement des pourparlers, se joue une guerre d’influence planétaire dans laquelle l’Europe, les États-Unis, la Russie et la Chine sont engagés dans un bras de fer géostratégique sans précédent. À l’horizon de 2025, le conflit ukrainien n’est plus seulement une question de souveraineté, mais un levier de reconfiguration du pouvoir mondial.

### Escalade militaire et rupture diplomatique

Depuis début 2025, les affrontements sur le sol ukrainien ont gagné en intensité. L’armée russe multiplie les offensives dans l’Est et le Sud, tandis que l’Ukraine montre une capacité de riposte surprenante, notamment avec son opération “Spider Web” : une attaque coordonnée de drones sur des bases aériennes russes, infligeant des pertes stratégiques considérables. Parallèlement, Kiev a réussi à saboter partiellement le pont de Kertch, colonne vertébrale logistique entre la Russie et la Crimée.

Ces opérations spectaculaires ont renforcé le moral ukrainien tout en démontrant une maîtrise croissante de la guerre asymétrique. Mais sur le front diplomatique, l’impasse est totale. Les exigences russes – reconnaissance de la souveraineté de Moscou sur les territoires annexés, neutralité ukrainienne, limitation militaire – sont inacceptables pour Kiev. L’idée même de négociation est devenue un champ de bataille idéologique.

## Poutine, stratège du désordre multipolaire

Au-delà du conflit armé, Vladimir Poutine utilise la guerre comme une arme géopolitique. Son ambition dépasse l'Ukraine : c'est l'ordre occidental qu'il conteste. Son discours au Forum de Valdai en 2024 esquisse les contours d'un monde multipolaire débarrassé des « dogmes libéraux occidentaux ». En s'alliant étroitement à la Chine, il espère remodeler les équilibres mondiaux en faveur d'un axe eurasiatique plus autoritaire et moins aligné sur les institutions post-guerre froide.

Cette vision séduit certains pays du Sud global, las d'un Occident jugé hypocrite et dominateur. BRICS+, commerce en monnaies nationales, réseaux d'influence anti-sanctions : Moscou entend miner les fondations de la suprématie américaine sans affronter frontalement Washington.

## Trump et la tentation du revirement

Mais si le Kremlin espère une lassitude occidentale, le calcul pourrait être erroné. Aux États-Unis, Donald Trump, qui avait stoppé l'aide à Kiev, commence à s'impatienter. Devant l'intransigeance de Poutine et les appels croissants des Républicains faucons, il envisage un retour – limité mais symbolique – de l'aide militaire. Un projet de loi au Sénat prévoit même des sanctions colossales contre les pays commerçant avec la Russie.

Une volte-face de Washington pourrait bouleverser les rapports de force. Elle redonnerait de l'élan à l'Ukraine, renforcerait l'unité transatlantique et forcerait Moscou à revoir ses objectifs. Mais Trump reste fidèle à sa logique : pousser l'Europe à prendre ses responsabilités, sans impliquer directement l'armée américaine.

## Une guerre d'images et de récits

Dans ce conflit hybride, les bombes ne sont qu'un des instruments de la guerre. L'image et la propagande occupent une place centrale. La Russie recycle les symboles soviétiques, glorifie Staline, renomme des villes, encadre les médias. L'Ukraine, de son côté, mise sur la transparence, la digitalisation de sa défense, l'appel aux opinions publiques occidentales.

Dans cette guerre de récits, l'issue ne dépend pas seulement des chars et des drones, mais de la capacité des camps à capter les imaginaires. L'Ukraine peut-elle encore incarner un front de la démocratie mondiale ? La Russie peut-elle transformer la guerre en levier de renouveau civilisationnel ?

## Conclusion

Le conflit russo-ukrainien n'est plus un simple affrontement territorial. Il est devenu le miroir fracturé d'un monde en transition. S'il perdure, il redessinera durablement les alliances, les équilibres énergétiques, les priorités militaires et les systèmes de valeurs. L'Europe, en première ligne, doit choisir entre réarmement lucide ou vassalisation stratégique. Et le reste du monde observe, inquiet mais aussi tenté, ce duel titanesque entre un ordre ancien en crise et des empires en reconstruction.

## **Chapitre 2 : Taïwan dans le viseur : la Chine joue-t-elle sa grande offensive avant l'heure ?**

Depuis le printemps 2025, les signaux d'une possible accélération des ambitions militaires chinoises se multiplient. Alors que la guerre en Ukraine détourne l'attention du monde occidental, Pékin renforce discrètement – mais méthodiquement – son arsenal, sa présence navale et son influence régionale. Une question inquiète les capitales occidentales : la Chine prépare-t-elle une offensive sur Taïwan avant 2027 ? À la lumière des récents développements analysés dans le Mid-Year Global Outlook 2025, il semble que l'heure du basculement pourrait arriver plus tôt que prévu.

### **Les « moments Deepseek » de l'industrie militaire chinoise**

L'incident déclencheur est survenu au printemps : lors d'un affrontement armé entre le Pakistan et l'Inde, Islamabad a utilisé avec succès des chasseurs J-10C et des missiles P-15 de fabrication chinoise pour abattre plusieurs avions indiens, y compris des Rafales. Loin d'être anecdotique, cet épisode a agi comme un révélateur de la maturité technologique de l'arsenal chinois.

Sur les réseaux sociaux chinois, un enthousiasme patriotique déferle. L'industrie de défense gagne en légitimité. Pour Pékin, ces « démonstrations » externes sont autant de tests grandeur nature, et surtout des répétitions pour des scénarios potentiels plus ambitieux – notamment vis-à-vis de Taïwan.

### **Une armée du peuple en mutation stratégique**

La doctrine de l'Armée Populaire de Libération (APL) a changé : de la défense côtière, elle est passée à la « protection des mers lointaines ». Cela signifie que la Chine n'envisage plus seulement des opérations

de proximité, mais anticipe des déploiements durables dans des zones plus éloignées.

Dans ce cadre, Pékin perfectionne ses capacités de guerre non conventionnelle : cyberattaques, drones kamikazes, missiles hypersoniques, guerre électronique. Elle développe aussi un prototype de « drone-mère » capable de déployer une centaine de petits drones en vol, transformant l'espace aérien en essaim incontrôlable.

Un budget militaire sous-estimé... volontairement

Officiellement, la Chine annonce un budget de défense autour de 250 milliards de dollars. Mais selon le Pentagone, la réalité est tout autre : Pékin dépenserait entre 330 et 450 milliards. Une part importante échappe à toute transparence, en particulier les programmes de modernisation nucléaire, les infrastructures logistiques à double usage, et les opérations de désinformation.

Cette opacité est une stratégie. En minimisant ses annonces, Pékin retarde la réaction adverse, tout en maximisant son effet de surprise en cas d'intervention rapide – notamment dans le détroit de Taïwan.

Des ambitions globales, des capacités encore régionales

En dépit de ces préparatifs, la Chine est encore loin de pouvoir projeter une force globale. Ses commandements militaires restent centrés sur la zone Asie-Pacifique : Est pour Taïwan, Sud pour la mer de Chine, Ouest pour l'Inde et l'Asie centrale.

Ses forces spéciales manquent d'expérience en terrain hostile. Et ses bases à l'étranger, comme celle de Djibouti, sont encore embryonnaires. L'idée d'un conflit planétaire reste donc prématurée.

En revanche, une invasion de Taïwan – rapide, ciblée, localisée – devient un scénario crédible à court terme.

Une fenêtre stratégique en 2025 ?

Pour Pékin, l'année 2025 offre une opportunité rare. Les États-Unis sont fragilisés par une politique extérieure imprévisible sous Trump, l'Europe absorbée par l'Ukraine, et les alliances régionales en attente de réactivation. Une attaque surprise sur Taïwan pourrait prendre tout le monde de court.

Les services de renseignement américains eux-mêmes redoutent ce « coup de poker ». À Singapour, lors du dialogue de Shangri-La, le secrétaire à la Défense a averti que la Chine préparait activement son armée à une offensive d'ici 2027, tout en laissant entendre qu'elle pourrait devancer ce calendrier.

La stratégie du « fait accompli »

Dans l'esprit des stratèges chinois, l'objectif ne serait pas une guerre longue, mais un choc bref et irrémédiable. En quelques jours, une occupation militaire de Taïwan pourrait rendre tout retour en arrière impossible, contraignant la communauté internationale à une reconnaissance de facto.

La Chine pourrait alors déployer le même scénario que la Russie en Crimée ou en Ossétie du Sud : rapidité, confusion diplomatique, et mobilisation des voix pro-chinoises dans les institutions internationales.

L'Occident est-il prêt ?

Rien n'est moins sûr. Le complexe militaro-industriel américain peine à suivre : munitions en tension, dépendance à certaines chaînes d'approvisionnement, lenteur dans la reconstruction de capacités navales. En cas d'intervention chinoise, les stocks de missiles guidés ne tiendraient que quelques jours.

Quant à l'Europe, elle a certes lancé une stratégie industrielle de défense, mais elle reste fragmentée et très loin de constituer une force dissuasive dans la zone Indo-Pacifique. L'alliance AUKUS peine encore à structurer un front uni.

Taïwan, l'île aux mille vulnérabilités

Taïwan a intensifié ses efforts de défense : allongement du service militaire, partenariats avec les États-Unis, investissement dans la cybersécurité. Mais l'île reste très exposée : dépendance énergétique, câbles sous-marins, infrastructures civiles non protégées, proximité immédiate avec le continent.

Pékin pourrait frapper sans préavis, non par invasion amphibie, mais par blocus naval, cyberattaque massive, ou sabotage des installations critiques.

L'autre guerre : celle de l'information et des alliances

En parallèle, la Chine mène une guerre d'influence. Elle finance massivement des think tanks, des universités, des médias favorables à sa cause. Elle renforce sa présence dans les institutions onusiennes, investit dans des corridors stratégiques (Indonésie, Maldives, Afrique de l'Ouest) et soutient des régimes autoritaires comme au Myanmar.

Par ces relais, elle tisse un réseau d'alliés silencieux, prêts à défendre sa position en cas de conflit, ou à rester neutres.

Conclusion : le monde à la croisée des détroits

La question taïwanaise n'est plus simplement une affaire régionale. Elle cristallise la rivalité sino-américaine, interroge la capacité de l'Occident à défendre un ordre fondé sur le droit, et teste la résilience des démocraties face à une montée en puissance autoritaire et technologique.

Si l'histoire s'accélère, comme le soulignait Jacques Attali, c'est dans des zones comme le détroit de Taïwan qu'elle s'écrit à l'encre la plus instable. L'illusion d'un statu quo pourrait bientôt voler en éclats.

### **Chapitre 3 : Les puissances intermédiaires au pied du mur : entre opportunité stratégique et isolement progressif**

Depuis la montée des tensions entre grandes puissances et l'effritement des équilibres géopolitiques post-guerre froide, un nouvel acteur collectif a émergé sur la scène internationale : les puissances dites « intermédiaires ». Ni tout à fait grandes, ni tout à fait petites, ces nations – du Brésil à la Turquie, en passant par l'Indonésie, le Vietnam ou encore l'Afrique du Sud – se retrouvent au cœur d'un jeu mondial devenu imprévisible. En 2025, elles incarnent à la fois des espoirs de stabilisation et des zones de fragilité. Leur trajectoire sera déterminante dans la recomposition de l'ordre mondial.

Un moment historique de visibilité accrue

Pendant des décennies, les puissances moyennes ont évolué dans l'ombre des États-Unis, de la Chine et de l'Union européenne. Mais depuis la pandémie, la guerre en Ukraine, la fragmentation des alliances, et la reconfiguration du commerce mondial, elles sont devenues plus visibles, plus actives et parfois plus audacieuses.

Les facteurs sont multiples : croissance économique soutenue (Vietnam, Indonésie), posture diplomatique agile (Turquie, Arabie saoudite), poids démographique, ressources critiques (nickel, lithium, pétrole), ou encore position géographique stratégique. Ces pays ont profité des rivalités sino-américaines pour se positionner comme arbitres, ponts ou pivots.

Une diplomatie du non-alignement pragmatique

Face aux injonctions contradictoires des grandes puissances, nombre de puissances intermédiaires ont adopté une stratégie de flexibilité,

refusant de s'aligner clairement. C'est le cas du Brésil, qui participe au BRICS tout en maintenant ses relations avec les États-Unis et l'UE. La Turquie, membre de l'OTAN, vend des drones à l'Ukraine tout en négociant avec Moscou. L'Inde achète du pétrole russe tout en recevant des investissements américains.

Ce jeu d'équilibriste, qualifié par certains d'« opportunisme stratégique », repose en réalité sur un principe simple : défendre ses propres intérêts dans un monde où les règles du jeu sont floues. Les sommets comme la COP30 (Brésil), le G20 (Afrique du Sud) ou le sommet BRICS+ deviennent des tribunes où ces pays cherchent à affirmer une voix propre, ni vassale ni marginale.

Mais des contraintes de plus en plus pesantes

Cependant, cette liberté de manœuvre tend à se restreindre. Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche a réactivé une diplomatie brutale, transactionnelle, qui n'hésite pas à punir les partenaires jugés non-coopératifs. L'Afrique du Sud risque d'être exclue de l'AGOA pour son rapprochement avec la Russie. Le Vietnam subit des menaces de surtaxes douanières malgré sa position antichinoise. L'Indonésie et le Brésil sont confrontés à des flux massifs de produits chinois bon marché qui détruisent leur tissu industriel.

Ainsi, le rêve d'un « non-alignement heureux » se heurte à la réalité d'un monde binaire : il devient de plus en plus difficile de commercer avec tout le monde sans choisir son camp.

La tentation BRICS : alliance ou mirage ?

Le groupe BRICS, longtemps perçu comme un club hétéroclite sans vision commune, cherche désormais à se réinventer. L'édition 2025 du sommet, prévue à Rio de Janeiro, pourrait être un tournant. Certains, à

Brasilia, rêve d'un BRICS transformé en plateforme de coordination Sud-Sud, voire d'un contre-G7.

Mais là encore, les divergences internes sont fortes : l'Inde s'oppose souvent à la Chine, l'Afrique du Sud doute, le Brésil hésite. Le succès du groupe dépendra de sa capacité à produire des alternatives concrètes (système de paiements hors dollar, initiatives climatiques, réforme des institutions internationales) au lieu de se cantonner à l'anti-occidentalisme rhétorique.

Des performances économiques contrastées

Sur le plan économique, toutes les puissances intermédiaires ne naviguent pas dans les mêmes eaux.

Les gagnants :

Turquie : malgré l'inflation, elle tire parti de la reconstruction de la Syrie, développe son industrie d'armement, et reste un acteur diplomatique incontournable.

Vietnam : fort d'une croissance projetée à 6,2 %, le pays multiplie les accords de libre-échange et attire les investissements comme plateforme alternative à la Chine.

Les vulnérables :

Indonésie : malgré une croissance modérée, elle souffre de la chute des prix du nickel et de politiques sociales coûteuses.

Brésil : en proie à une inflation persistante, un déficit public inquiétant, et des choix électoralistes de dépenses avant les élections de 2026.

Les défaillants :

Afrique du Sud : coalition gouvernementale instable, chômage de masse, désindustrialisation, contestation sociale. Malgré son rôle à la présidence du G20, Pretoria semble incapable de porter une vision continentale claire.

Une dépendance technologique et militaire préoccupante

Dans un monde où l'IA, les drones, les satellites et les systèmes cyber sont au cœur des rapports de force, ces pays restent dépendants de fournisseurs extérieurs. Leur marge d'autonomie stratégique est donc relative. La Turquie fait figure d'exception avec sa montée en puissance militaire, mais la plupart des autres puissances intermédiaires doivent choisir entre équipement occidental (plus coûteux, mais politiquement sûr) ou chinois/russe (moins cher, mais plus risqué en cas de crise).

L'urgence climatique, levier ou impasse ?

Le climat pourrait être un terrain d'influence pour ces pays. Le Brésil, hôte de la COP30, cherche à repositionner l'Amazonie comme bien public mondial. L'Inde pousse des solutions d'agriculture durable low cost. L'Afrique du Sud tente de plaider pour des financements innovants.

Mais l'enjeu est double : obtenir des fonds sans dépendre des bailleurs traditionnels, et développer une économie verte sans sacrifier la croissance. À ce titre, l'AgTech pourrait devenir un levier majeur – à condition d'éviter le piège de la dépendance technologique ou de l'exclusion numérique des zones rurales.

## Les trois grands tests de l'automne 2025

Sommet des BRICS à Rio : permettra-t-il de dépasser les postures et d'unifier une stratégie commune ?

COP30 à Belém : les puissances intermédiaires pourront-elles imposer une vision climato-centrée du développement ?

G20 à Johannesburg : l'Afrique du Sud saura-t-elle porter la voix des pays endettés et réclamer une refonte du traitement de la dette souveraine ?

Conclusion : un rôle stratégique mais fragile

Les puissances intermédiaires vivent un moment paradoxal : jamais elles n'ont été aussi visibles et stratégiques dans les jeux d'équilibre mondiaux, mais jamais leur marge d'autonomie n'a été aussi menacée. Le grand basculement géopolitique de 2025 peut les propulser vers un nouveau rôle d'arbitres, ou les enfermer dans des dépendances croisées.

L'heure est venue pour elles d'oser une diplomatie plus affirmée, des coalitions plus audacieuses, et des politiques publiques à long terme. Car dans ce monde fragmenté, l'immobilisme est un alignement déguisé – et donc, une perte d'influence.

## **Chapitre 4 : Iran–Israël–USA : 12 jours de guerre qui ont changé la donne au Moyen-Orient**

Du 10 au 22 juin 2025, le monde a retenu son souffle. En douze jours, un affrontement militaire d'une rare intensité entre Israël et l'Iran a failli embraser tout le Moyen-Orient. Ce qui devait rester une guerre par procuration s'est transformé en duel frontal. Et contre toute attente, les États-Unis sont intervenus militairement. Cette séquence express mais ultra-violente a laissé un paysage stratégique profondément modifié, bien que les racines du conflit soient intactes. Retour sur une guerre aussi courte que lourde de conséquences.

Le point de bascule : l'attaque massive iranienne

Tout commence par une série de frappes iraniennes sur Israël, présentées comme des représailles à une opération israélienne non revendiquée contre une base militaire iranienne à Damas. En moins de 72 heures, Téhéran envoie plus de 400 missiles balistiques, saturant les défenses israéliennes.

Si le taux d'interception reste initialement élevé (90 % selon l'armée israélienne), il chute à 65 % à partir du 5<sup>e</sup> jour. Plusieurs villes – dont Tel-Aviv et Haïfa – sont partiellement touchées. Les images de fumées noires sur la raffinerie de Haïfa font le tour du monde.

Israël riposte avec une intensité foudroyante

En retour, Israël lance l'opération la plus agressive de son histoire moderne. Ses bombardements détruisent plus de la moitié des lanceurs mobiles iraniens (TELS), réduisant les capacités de riposte de Téhéran. L'aviation israélienne opère sans relâche, soutenue discrètement par des drones américains en mer d'Oman.

Mais Israël sait que ses stocks d'intercepteurs et le coût journalier des opérations (plusieurs centaines de millions de dollars) ne lui permettront pas de tenir longtemps sans soutien externe. La doctrine du « choc court » est alors activée.

### L'intervention surprise des États-Unis

Le 22 juin, alors que Téhéran continue de tirer par salves éparses, Washington décide d'intervenir. Trois sites nucléaires majeurs sont visés par des frappes aériennes américaines : Natanz, Fordow et Ispahan. Les bombes GBU-57 à pénétration massive seraient parvenues à endommager gravement les installations souterraines.

Cette intervention, presque impensable quelques semaines auparavant, met fin aux hostilités. L'Iran annonce un cessez-le-feu, sans pour autant capituler. Le président Trump revendique une « victoire tactique » et se félicite d'avoir évité une guerre longue.

### L'Iran humilié, mais pas hors jeu

Les frappes ont désorganisé le programme nucléaire iranien. Selon l'AIEA, Fordow serait « inutilisable pour des années ». Mais l'Iran conserve ses stocks d'uranium enrichi, dissimulés hors des sites connus, et pourrait rapidement reprendre son programme.

Le Parlement iranien réagit en suspendant toute coopération avec l'AIEA. Des voix conservatrices appellent au retrait pur et simple du TNP. Plus inquiétant encore : la pression monte pour que le Guide suprême autorise enfin la construction d'une arme nucléaire. Car si l'Iran a été surpris, elle pourrait ne pas l'être une seconde fois.

Un conflit qui accélère la prolifération ?

L'impact psychologique est immense. En montrant qu'elle peut être frappée en profondeur sans pouvoir répliquer, l'Iran pourrait être tentée de franchir le seuil nucléaire. Et d'autres puissances régionales, comme l'Arabie saoudite ou l'Égypte, pourraient suivre.

Le message implicite est clair : sans dissuasion nucléaire, les régimes autoritaires sont vulnérables à une intervention occidentale. L'équilibre régional, déjà fragile, pourrait basculer vers une prolifération incontrôlée.

Trump, maître d'un tempo électoral et stratégique

L'intervention américaine vise aussi un objectif intérieur : démontrer que Trump est capable d'agir vite et fort. Après avoir gelé l'aide à l'Ukraine, son geste sur l'Iran s'inscrit dans une stratégie électorale calculée. Il promet sécurité sans guerre prolongée.

Mais ce pari reste risqué. S'il échoue à dissuader l'Iran, ou si Téhéran relance une campagne de harcèlement via ses alliés (Hezbollah, Houthis), les États-Unis pourraient être aspirés dans un engrenage plus long.

Israël : victoire tactique, incertitude stratégique

Militairement, Israël a démontré une puissance de feu impressionnante. Mais ses stocks sont entamés, son image divisée à l'international, et son front intérieur sous tension.

En face, le Hezbollah pourrait se réveiller, les fronts syriens se réactiver, et la question palestinienne redevenir explosive. Une paix

durable n'est pas en vue. Et l'ombre d'un second round plane sur Jérusalem.

Une trêve fragile, une région sous tension

L'après-guerre ne règle rien. Les lignes rouges sont plus floues que jamais. Téhéran pourrait chercher à se venger en utilisant des groupes proxies. Washington, lui, souffle le chaud et le froid : Trump évoque une aide à la reconstruction, tout en maintenant les sanctions.

Pékin et Moscou dénoncent l'intervention. Riyad et Abou Dhabi applaudissent discrètement. La Turquie observe, inquiète. Et l'Europe, une fois de plus, reste spectatrice.

Conclusion : 12 jours qui ont tout changé, sans rien résoudre

Ce conflit éclair a montré une chose : la guerre peut éclater à tout moment dans un contexte d'alignements fragiles. Il a aussi confirmé une vérité stratégique : la dissuasion nucléaire est plus que jamais perçue comme une assurance-vie.

Si la paix revient temporairement, le fond du problème reste intact. Le Moyen-Orient vit sous une ligne de faille permanente, où la moindre secousse diplomatique peut réveiller les volcans. Et cette fois, personne ne pourra dire qu'il n'a pas vu le nuage monter.

## **Chapitre 5 : Sahel, Corne de l'Afrique : la nouvelle ceinture noire du jihadisme mondial**

Alors que l'attention du monde est focalisée sur l'Ukraine, la Chine ou l'Iran, un autre théâtre de guerre s'embrase, loin des radars médiatiques : le continent africain. Du Sahel à la Corne de l'Afrique, une insécurité diffuse mais de plus en plus structurée est en train de redessiner la carte des menaces globales. 2025 marque un tournant : les groupes jihadistes ne cherchent plus seulement à résister, mais à étendre leur emprise. Une nouvelle ceinture noire d'instabilité se dessine, du golfe de Guinée au golfe d'Aden.

Le Sahel : d'un no man's land à un proto-État terroriste ?

Depuis plusieurs années, le Sahel est en proie à une fragmentation accélérée. Les groupes comme le JNIM (lié à Al-Qaïda) et l'EIGS (État islamique au Grand Sahara) ont consolidé leurs bastions dans des zones où l'État central est inexistant. Ce qui change en 2025, c'est la bascule urbaine : les jihadistes ne se contentent plus des zones rurales. Ils menacent désormais les périphéries des capitales, y compris Ouagadougou et Bamako.

Le cas du Burkina Faso est particulièrement critique. La capitale est assiégée par une ceinture d'insécurité. L'État est incapable d'assurer une présence continue au-delà de quelques kilomètres du centre. Le pays risque de basculer dans un scénario à la somalienne, où seules des enclaves contrôlées survivent au sein d'un territoire disloqué.

Une poussée vers le Sud : les côtes menacées

Ce qui inquiète le plus les analystes est la progression continue vers le sud. Des pays comme le Bénin, le Togo, voire le Ghana ou la Côte

d'Ivoire, longtemps considérés comme des zones tampons, sont désormais touchés.

Les modes opératoires ont évolué : embuscades ciblées, incursions éclairs dans les postes de police, infiltration communautaire, attaques de convois civils. Le but est clair : tester la résilience de ces États côtiers et ouvrir un second front face aux armées sur-sollicitées du Sahel.

Des cellules dormantes ont été identifiées jusqu'au Sénégal et au nord du Nigéria, ce qui pourrait transformer la région en un nouvel arc d'instabilité au contact direct de l'Afrique de l'Ouest urbaine et économique.

### L'effondrement du G5 Sahel et le retrait occidental

L'architecture sécuritaire régionale s'est effondrée. Le G5 Sahel n'est plus qu'un souvenir. Le départ de Barkhane et de la MINUSMA a laissé un vide que les armées locales n'arrivent pas à combler. Les régimes militaires en place (Mali, Burkina, Niger) privilégient les alliances de circonstance (Russie, Wagner), mais les résultats sont faibles et les violences s'intensifient.

Dans ce contexte, les populations perdent confiance en l'État. Les exactions militaires, les dérives autoritaires et l'inefficacité logistique minent la légitimité du pouvoir. Les groupes jihadistes exploitent ce vide à la perfection, en distribuant justice, vivres, ou sécurité relative dans certaines zones.

### La Corne de l'Afrique : vers un arc Houthi–Al-Shabaab ?

À l'Est, une autre dynamique inquiétante est à l'œuvre. La Corne de l'Afrique devient un nouveau théâtre de coordination extrémiste. Des

rapports font état de contacts croissants entre les Houthis du Yémen et des groupes jihadistes somaliens, notamment via les réseaux de contrebande maritime.

Cette convergence pourrait donner naissance à une plateforme logistique d'un nouveau type, mêlant piraterie, trafic d'armes, guerre par drones et opérations hybrides. Le port de Kismayo en Somalie et certaines zones côtières du Somaliland seraient utilisés comme têtes de pont pour des transferts d'équipements iraniens vers l'Afrique.

### Le rôle croissant des drones et du cyberdijihadisme

Les groupes armés africains ont longtemps été considérés comme technologiquement limités. Ce n'est plus le cas. Le conflit en Ukraine, les alliances informelles avec des acteurs comme Wagner, et les soutiens indirects de puissances hostiles à l'Occident ont modifié la donne.

On assiste à une prolifération de drones bon marché, de technologies de surveillance, d'applications cryptées pour le commandement. Les cyberattaques rudimentaires contre les sites administratifs ou les hôpitaux se multiplient. Il ne s'agit plus seulement de terrorisme rural, mais d'une guérilla en voie de modernisation.

### Un enjeu migratoire majeur pour l'Europe

Cette explosion de l'insécurité a des répercussions géopolitiques immédiates. L'Europe, déjà sous pression migratoire, redoute un nouveau pic d'exodes en provenance d'Afrique de l'Ouest et de l'Est. Le corridor Niger–Algérie–Méditerranée est de plus en plus actif. Des milliers de déplacés internes rejoignent les grandes villes, créant de nouveaux foyers de précarité et de tensions.

Face à cela, l'UE multiplie les accords de rétention migratoire avec des régimes autoritaires, souvent au prix d'un soutien à des gouvernements peu respectueux des droits humains. Une spirale perverse s'installe : plus d'aide sécuritaire, moins d'État de droit, plus d'instabilité à long terme.

L'Afrique laissée seule face à son destin ?

Dans ce chaos, les puissances africaines tentent de construire des alternatives. L'Union africaine plaide pour une réforme du financement des opérations de paix. Le Sénégal, le Rwanda ou le Kenya s'impliquent dans des initiatives régionales. Mais sans appui structurant – notamment en renseignement, logistique, financement –, les efforts restent dispersés.

La montée en puissance de la Russie sur le continent n'est pas une solution structurelle. Elle offre des armes, des mercenaires, mais pas de vision de reconstruction étatique. Et la Chine, bien qu'influente économiquement, reste prudente sur le plan militaire.

Vers un axe de déstabilisation transcontinental ?

Ce que révèle 2025, c'est que le jihadisme africain n'est plus isolé. Il est désormais connecté à des logiques globales. Des transferts d'armes, d'expertise, de narratifs idéologiques circulent du Moyen-Orient à l'Afrique via des hubs comme la Libye, le Yémen, voire l'Afghanistan.

Ce réseau transforme le continent en arrière-base de repli, en laboratoire de guerre asymétrique, et en théâtre de compétition indirecte entre puissances (USA, Russie, Iran, Turquie). Si rien n'est fait, un nouvel axe de déstabilisation s'étendra du golfe de Guinée au golfe d'Aden – et de là, vers l'Europe.

## Conclusion : une urgence sous-estimée

L'Afrique n'est plus seulement le théâtre de crises locales. Elle est devenue un front stratégique de la sécurité mondiale. En 2025, la passivité de la communauté internationale est une erreur historique. Car les menaces qui s'y enracinent finiront par rejaillir sur les capitales occidentales.

Face à cette réalité, il ne suffit plus d'envoyer des camions militaires ou des drones. Il faut repenser le rapport à la souveraineté africaine, renforcer les institutions locales, soutenir les sociétés civiles, et reconstruire une sécurité partagée. Sinon, l'Afrique ne sera pas seulement le champ de bataille des autres, elle deviendra l'épicentre d'un nouveau désordre mondial.

## **Chapitre 6 : Trump, taxes et déficits : une Amérique sous tension budgétaire à l'approche de 2026**

Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche n'a pas seulement bouleversé la diplomatie américaine. Il a aussi remis à l'ordre du jour une vision économique ultra-libérale sur le fond, populiste sur la forme : baisses d'impôts massives, relance par le patriotisme industriel, guerre commerciale ciblée. Mais à l'approche des élections de mi-mandat de 2026, ce cocktail explosif révèle ses contradictions : recettes fiscales en chute libre, inflation persistante, inégalités aggravées. Le modèle économique de l'ère Trump 2.0 pourrait bien précipiter l'Amérique dans un nouveau cycle de vulnérabilité.

Un pari risqué : financer les baisses d'impôts par les droits de douane  
L'administration Trump a proposé début 2025 une réforme fiscale d'envergure, centrée sur des allègements pour les hauts revenus et les entreprises, dans l'espoir de stimuler la croissance. Pour compenser ces pertes de recettes, elle a imposé une série de taxes douanières massives sur les importations chinoises, mexicaines et vietnamiennes, notamment sur les secteurs de l'électronique, de l'automobile et du textile.

Mais le pari s'est révélé périlleux. La consommation intérieure a été freinée par la hausse des prix, les chaînes logistiques ont été perturbées, et l'inflation structurelle s'est installée. En parallèle, la demande mondiale pour les produits américains a baissé en raison du renchérissement du dollar et des tensions commerciales croissantes.

Des effets pervers en cascade : récession, pénuries, inquiétudes sociales

Le choc tarifaire, loin d'enrichir l'État, a précipité des effets boomerang. Les importations en provenance de Chine ont chuté de 30

% au premier semestre 2025. Dans certains secteurs, comme l'électronique grand public ou les composants automobiles, les prix ont bondi de 12 à 18 %. La pénurie de certains produits de base (textiles, médicaments génériques, composants électriques) a accentué les tensions sociales, notamment dans les classes populaires.

Les classes moyennes ont vu leur pouvoir d'achat s'effriter. Dans les États les plus industrialisés (Ohio, Michigan, Wisconsin), le sentiment d'insécurité économique s'est propagé. Des mouvements de contestation syndicale émergent, tandis que des PME exportatrices voient leurs carnets de commandes se vider.

Une promesse fiscale difficile à tenir

La réforme fiscale prévoit une réduction de l'impôt sur les sociétés à 15 %, ainsi que la suppression partielle de l'impôt sur les successions. Ces mesures coûtent à l'État fédéral environ 1 300 milliards de dollars sur cinq ans. Or, les recettes issues des tarifs douaniers n'en couvrent qu'une fraction.

De plus, pour équilibrer le budget, l'administration Trump a drastiquement réduit les aides sociales : diminution de la couverture santé pour les plus pauvres (Medicaid), baisse de l'aide fédérale aux étudiants, coupes dans les programmes de soutien aux énergies renouvelables. Ces mesures polarisent encore davantage une société déjà fragmentée.

Quatre scénarios économiques pour l'Amérique de 2026

À l'approche des élections de mi-mandat, plusieurs trajectoires sont envisagées :

## Scénario 1 : Réussite partielle, victoire républicaine

Une récession évitée de justesse, des baisses d'impôts perçues positivement, et une opposition démocrate en désordre : Trump consolide sa majorité.

## Scénario 2 : Recul économique, retour des modérés

L'économie ralentit nettement. La grogne monte. Des modérés républicains émergent, contestant la ligne dure du président.

## Scénario 3 : Contre-offensive démocrate

L'échec économique devient manifeste. L'opposition se rassemble autour d'un programme de relance verte et sociale. Le Congrès bascule.

## Scénario 4 : Glissement autoritaire

Face à un désastre économique et à une contestation sociale grandissante, Trump durcit le ton, conteste les résultats, et tente de verrouiller le pouvoir.

Les marchés inquiets, la Fed sous pression

Les marchés financiers, d'abord dopés par les réductions fiscales, commencent à douter. Le déficit public a dépassé les 8 % du PIB fin juin. Les taux d'intérêt long terme remontent. La Réserve fédérale est sous double pression : contenir l'inflation sans casser la croissance, et ne pas s'opposer trop frontalement au président.

Une crise de confiance pourrait surgir si les notations souveraines se détériorent ou si des fonds de pension étrangers réduisent leur

exposition à la dette américaine. L'économie américaine n'est pas en récession, mais elle avance au bord du précipice.

Un effet domino à l'international

Les politiques trumpiennes ont des effets mondiaux. Les marchés émergents – notamment en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est – sont affectés par la volatilité du dollar, la baisse de l'aide publique américaine, et les perturbations commerciales.

Le retrait partiel des États-Unis du soutien multilatéral (Banque mondiale, FMI, programmes d'urgence climatique) laisse un vide que tentent de combler la Chine, la Russie ou encore les fonds souverains du Golfe. Mais leur logique est moins celle du développement que de l'influence géopolitique.

L'Europe tente de se positionner en alternative

Face à l'instabilité américaine, l'UE tente de séduire les investisseurs par la promotion de l'euro comme devise refuge, une relance industrielle partagée, et une gouvernance économique plus stable. Mais les divisions internes, la montée de l'extrême droite, et l'ombre de l'Ukraine compliquent cette ambition.

Le Vieux Continent reste encore trop dépendant de la conjoncture américaine pour s'en émanciper pleinement. Mais un affaiblissement durable du modèle Trump pourrait accélérer une reconfiguration des alliances économiques internationales.

Conclusion : le prix politique d'un populisme fiscal

La stratégie économique de Donald Trump repose sur un socle idéologique simple : moins d'État, plus de nation. Mais sa mise en

œuvre en 2025 révèle un déséquilibre structurel entre volontarisme politique et réalité budgétaire.

Dans un monde plus fragmenté, l'illusion du repli protecteur se heurte aux interdépendances. Le populisme économique, s'il échoue à produire des résultats concrets, pourrait finir par nourrir le chaos qu'il prétend conjurer. L'Amérique joue gros – économiquement, socialement, démocratiquement – à l'orée de 2026.

## **Chapitre 7 : L'Europe entre Brexit réparé et bataille monétaire : le retour (timide) de l'euro sur la scène mondiale**

Cinq ans après la concrétisation du Brexit, l'Union européenne et le Royaume-Uni semblent vouloir tourner la page du divorce. En mai 2025, un accord économique et stratégique a été signé entre Bruxelles et Londres. Il prévoit des mesures concrètes de coopération dans les domaines de la fiscalité carbone, de la défense et de la régulation alimentaire. Mais au-delà de cette réconciliation politique, l'Europe s'est fixé un objectif plus ambitieux : renforcer le rôle international de l'euro à l'heure où le dollar vacille et où les tensions commerciales avec les États-Unis s'intensifient. Entre avancées symboliques et défis structurels, l'Union est à la croisée des chemins.

Le nouvel accord UK-UE : pragmatique mais limité

L'accord de mai 2025, annoncé comme un « reset stratégique », marque une inflexion dans les relations euro-britanniques. Les deux parties ont convenu d'assouplir les contrôles douaniers sur les produits agricoles, d'harmoniser partiellement les taxes carbone sur les importations (via un mécanisme d'ajustement frontalier), et de relancer la coopération en matière de sécurité et de défense, notamment via l'Agence européenne de défense.

Mais ses effets économiques directs sont modestes. Selon les projections de la Banque d'Angleterre, l'impact sur le PIB britannique est estimé entre +0,2 % et +0,7 % d'ici fin 2026. Rien de révolutionnaire, mais un signal politique fort.

Londres piégée entre pragmatisme économique et dogmatisme politique

Le vrai défi se situe outre-Manche. Le gouvernement britannique, tiraillé entre les pressions des milieux d'affaires et la montée du parti Reform UK, peine à défendre le rapprochement sans se faire accuser de « trahison du Brexit ».

Les négociations à venir (mobilité des travailleurs, normes sanitaires, accès aux programmes européens de défense) s'annoncent hautement inflammables. Le Premier ministre devra faire preuve d'un équilibre délicat : rassurer les entreprises sans réveiller le populisme eurosceptique.

Une opportunité monétaire historique pour l'euro ?

Pendant ce temps, la BCE et les institutions européennes voient dans la fragilité du modèle économique américain – inflation, déficit public, imprévisibilité trumpienne – une fenêtre d'opportunité. L'idée d'un « euro refuge » gagne du terrain. Les investisseurs internationaux, inquiets du sort du dollar, cherchent des alternatives.

Pour saisir cette chance, l'UE devra franchir plusieurs étapes :

Accélérer l'émission de dette commune

L'expérience du plan de relance post-Covid a montré que des obligations européennes peuvent séduire les marchés. Il s'agit maintenant d'institutionnaliser cet outil à long terme.

Intégrer les marchés financiers européens

Fragmentés, régulés de manière hétérogène, les marchés européens souffrent d'un manque d'attractivité. Une harmonisation fiscale et bancaire est indispensable pour créer un véritable « marché du capital » intégré.

## Offrir des signaux politiques de stabilité

Face à la montée des extrêmes et aux fractures internes, l'Union doit afficher une cohésion renforcée. Les élections nationales prévues en France, aux Pays-Bas et en Espagne au second semestre 2025 seront des tests critiques.

## Des tensions transatlantiques qui incitent à l'émancipation

L'administration Trump a relancé l'offensive protectionniste. Les nouvelles taxes douanières frappent durement les exportations européennes, notamment dans l'automobile, la chimie et l'agroalimentaire. Washington exige un alignement stratégique en matière technologique (puces, batteries, IA), menaçant de restreindre l'accès au marché américain aux entreprises européennes collaborant avec la Chine.

Ces pressions renforcent l'idée d'un « découplage maîtrisé » : sécuriser les chaînes d'approvisionnement, favoriser les investissements intra-européens, développer une autonomie stratégique sur les technologies critiques.

## L'Europe, nouvelle terre d'accueil pour les capitaux mondiaux ?

Le climat d'incertitude géopolitique pousse certains investisseurs à revoir leur stratégie. Les fonds souverains du Golfe, les banques asiatiques et certains hedge funds américains redirigent une partie de leurs actifs vers la zone euro.

Les obligations allemandes, françaises ou néerlandaises restent attractives. Mais leur fragmentation nuit à l'effet de levier. Si l'UE parvient à proposer un actif de réserve intégré, soutenu par une

gouvernance crédible, elle pourrait capter une part significative des flux aujourd'hui tournés vers le dollar.

## L'ombre des extrêmes en Europe

Mais cette stratégie suppose une stabilité politique interne. Or les signaux sont préoccupants. La montée du Rassemblement national en France, du PVV aux Pays-Bas, de Vox en Espagne, menace le socle institutionnel européen. Un élargissement vers l'Est (Ukraine, Moldavie, Balkans) pourrait renforcer les tensions internes sur les quotas, les subventions ou la politique migratoire.

Si l'Union ne parvient pas à afficher une ligne politique lisible et partagée, la promesse d'un euro fort risque de se dissiper dans le brouillard des dissensions nationales.

## Une défense européenne encore embryonnaire

Le pilier sécuritaire du projet européen reste le parent pauvre. Si les coopérations reprennent timidement avec le Royaume-Uni, et que certains pays (France, Pologne, Suède) militent pour une Europe de la défense, le projet reste embryonnaire.

La dépendance à l'OTAN demeure forte. Et sans bras armé crédible, l'euro – même renforcé – ne pourra prétendre au statut de monnaie stratégique globale. Il manque à l'Union la capacité d'imposer des sanctions militaires, de garantir la sécurité de ses frontières, et de parler d'une seule voix dans les crises internationales.

## Conclusion : entre ambition stratégique et pièges domestiques

L'année 2025 pourrait marquer un tournant pour l'Union européenne. Le rapprochement avec Londres ouvre la voie à une reconfiguration

post-Brexit. L'érosion de la confiance dans le dollar offre une opportunité unique pour l'euro. Mais le chemin est semé d'embûches : divisions internes, frilosité budgétaire, menaces populistes.

Si l'Union ne transforme pas l'essai par des actes forts – intégration financière, défense commune, politique industrielle ambitieuse –, elle risque de rester une puissance en devenir, éternellement à la remorque des choix des autres. L'Histoire, pourtant, semble lui tendre la main.

## **Chapitre 8 : Marchés émergents en 2025 : victimes collatérales du retour de l’“America First”**

Le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis en 2025 a entraîné un changement brutal dans l’architecture économique mondiale. La doctrine “America First”, combinant protectionnisme commercial, réductions d’impôts et retrait des engagements multilatéraux, provoque une onde de choc sur les marchés émergents. Hausse des taux d’intérêt américains, volatilité du dollar, baisse des investissements étrangers : les économies en développement doivent faire face à un environnement de plus en plus hostile. En Afrique, en Asie et en Amérique latine, 2025 pourrait bien être l’année d’un retournement de cycle économique global.

Effet domino : le renchérissement du dollar et la fuite des capitaux

L’une des conséquences directes des politiques trumpiennes a été une remontée des taux longs américains, alimentée par le creusement du déficit budgétaire et la perspective d’un retour de l’inflation. Cette tension sur les marchés obligataires américains pousse les investisseurs à rapatrier leurs capitaux, délaissant les actifs des pays émergents jugés plus risqués.

Résultat : plusieurs monnaies d’Amérique latine (peso argentin, real brésilien), d’Afrique (naira nigérian, cedi ghanéen) et d’Asie (rupiah indonésienne, ringgit malaisien) ont perdu entre 10 et 20 % de leur valeur depuis janvier 2025. Cette dépréciation fragilise les finances publiques, augmente le coût de la dette en devises, et crée un cercle vicieux de défiance sur les marchés.

## Crise de la dette souveraine : le retour des défauts en série ?

Avec la hausse du dollar et la baisse des recettes d'exportation due à la stagnation de la demande mondiale, plusieurs pays émergents voient leur situation financière se détériorer rapidement. Le Sri Lanka, le Kenya, l'Égypte, mais aussi l'Argentine et le Pakistan sont en difficulté. Les discussions avec le FMI s'enlisent, tandis que les créanciers privés se montrent de plus en plus prudents.

La Zambie, premier pays à avoir fait défaut durant la pandémie, pourrait être suivie par une nouvelle vague de pays incapables de rembourser leurs obligations souveraines. Or, les mécanismes de restructuration de la dette restent limités. La fragmentation des créanciers (Chine, institutions multilatérales, fonds spéculatifs) complique les négociations.

## Les IDE se tarissent, la croissance cale

Face à cette instabilité, les investissements directs étrangers (IDE) vers les pays émergents ont fortement ralenti. En Afrique, les projets d'infrastructure subissent des retards ou sont purement annulés. En Amérique latine, les investisseurs redoutent le retour de politiques protectionnistes en réaction aux pressions américaines. En Asie, l'incertitude sur les chaînes d'approvisionnement pousse les entreprises à se replier sur des zones plus proches ou plus stables.

Selon la Banque mondiale, la croissance des pays émergents devrait être en moyenne de 2,8 % en 2025, contre 4,5 % en 2023. L'Inde fait exception, tirée par sa dynamique interne, mais les géants intermédiaires (Turquie, Afrique du Sud, Indonésie, Brésil) ralentissent nettement.

Les plus vulnérables : pays importateurs d'énergie et de nourriture

Les pays dépendants des importations alimentaires ou énergétiques sont particulièrement exposés. La flambée des prix des denrées agricoles (riz, blé, maïs) provoquée par les perturbations logistiques globales et les conditions climatiques extrêmes, combinée à la baisse des subventions internationales, pèse lourdement sur les balances commerciales.

L'Égypte, le Maroc, le Sénégal, le Bangladesh, ou encore la Tunisie, voient leurs réserves de change fondre. Le risque de troubles sociaux augmente à mesure que le prix des biens essentiels grimpe. Des gouvernements fragiles sont poussés à arbitrer entre l'austérité exigée par les bailleurs et la paix sociale exigée par les urnes.

La Chine en embuscade... mais plus sélective

Face au retrait des États-Unis, la Chine tente de se repositionner. Mais elle aussi ralentit. La croissance chinoise en 2025 stagne autour de 3 %, plombée par une crise immobilière persistante, un vieillissement accéléré et une consommation intérieure timide. Pékin devient plus prudente dans ses investissements étrangers.

Les projets BRI (Belt and Road Initiative) sont désormais triés sur le volet. Pékin exige des garanties financières, privilégie les actifs stratégiques, et réduit les dons au profit de partenariats commerciaux plus équilibrés. Résultat : plusieurs pays africains, naguère soutenus massivement, se retrouvent soudain seuls.

Une fragmentation croissante de l'aide internationale

Autre conséquence du nouveau désordre économique : la géopolitisation de l'aide. Les financements sont de plus en plus

conditionnés à des choix d'alignement stratégique. Les États-Unis favorisent les pays qui adoptent leur doctrine sur la technologie ou la sécurité. La Chine agit de même, tout comme les pays du Golfe qui conditionnent leur aide à des choix diplomatiques favorables.

Cette fragmentation renforce l'asymétrie entre pays. Ceux qui refusent de "choisir leur camp" se retrouvent isolés. Le multilatéralisme cède la place à un bilatéralisme transactionnel, qui accroît les inégalités de développement.

Résilience ou renfermement ? Deux voies pour les émergents  
Face à ces pressions, deux tendances se dessinent :

Certains pays s'adaptent en renforçant leur marché intérieur, en développant leur autonomie alimentaire et énergétique, et en favorisant les monnaies locales dans le commerce régional. C'est le cas de l'Inde, du Vietnam, du Maroc ou du Brésil.

D'autres se renferment dans des logiques populistes ou autoritaires : nationalisations, contrôle des changes, restrictions sur les médias, durcissement des régimes. L'Éthiopie, le Venezuela ou le Myanmar glissent dangereusement vers l'isolement.

Le rôle ambivalent des BRICS+

Les BRICS+, élargis à de nouveaux membres comme l'Iran, l'Arabie saoudite et l'Égypte, promettent de défendre un ordre financier alternatif. Mais leurs outils restent flous. La banque des BRICS n'a pas les moyens du FMI. Le projet de monnaie commune reste au stade théorique.

Malgré un discours de solidarité Sud-Sud, les BRICS peinent à proposer une vision cohérente pour stabiliser les marchés émergents.

Leur hétérogénéité (modèles politiques, intérêts géostratégiques) limite leur efficacité collective.

Conclusion : le retour de la vulnérabilité systémique

L'année 2025 marque une rupture : les pays émergents, qui avaient amorcé une dynamique de croissance et d'intégration globale depuis vingt ans, reviennent brutalement à une réalité de dépendance et de vulnérabilité.

Le retrait américain, les arbitrages chinois, la volatilité monétaire et la reconfiguration des flux d'investissement mettent à nu les fragilités structurelles. Dans ce monde sans pilote central, les économies émergentes devront faire preuve d'une résilience inédite, ou risquent de basculer dans une nouvelle décennie perdue.

## **Chapitre 9 : Climat et chaos économique : quand la planète dérègle les marchés**

À mesure que le dérèglement climatique s'intensifie, ses effets ne sont plus cantonnés aux sphères environnementales ou humanitaires. En 2025, le climat devient un facteur de rupture macroéconomique global. Sécheresses prolongées, inondations destructrices, vagues de chaleur extrême : ces phénomènes perturbent les chaînes de production, alimentent l'inflation, fragilisent les États, et provoquent des tensions sociales croissantes. Le climat n'est plus un risque futur. Il est désormais un moteur actif de l'instabilité économique mondiale.

**Des chocs climatiques à répétition : un coût économique direct**  
Le premier semestre 2025 a été marqué par une série de catastrophes naturelles majeures : inondations historiques au Bangladesh et en Afrique de l'Est, sécheresse prolongée au sud de l'Europe et au Maghreb, canicules record aux États-Unis, en Chine et en Inde. Ces événements ont un coût immédiat : pertes agricoles, effondrement des rendements, destruction d'infrastructures, arrêts de production industrielle.

Selon les estimations du FMI, le coût direct des catastrophes climatiques sur les six premiers mois de l'année dépasse 430 milliards de dollars. Ce chiffre ne tient même pas compte des impacts indirects sur les prix, les déplacements de population ou les investissements suspendus.

**Agriculture : le maillon faible de la stabilité économique**

L'un des secteurs les plus touchés est l'agriculture. En 2025, la production de riz en Asie du Sud-Est est en baisse de 17 %, celle de blé en Afrique du Nord de 22 %, et le maïs nord-américain souffre d'une chaleur anormale ayant bloqué la pollinisation.

Conséquences : les prix mondiaux des denrées agricoles flambent. Le blé est en hausse de 34 %, le riz de 21 %, le maïs de 27 %. Dans les pays importateurs nets – comme le Maroc, l'Égypte, ou le Liban – cette flambée provoque une pression immédiate sur les budgets publics et le pouvoir d'achat. Des mouvements de protestation éclatent, parfois violemment, comme au Kenya ou au Pérou.

Un nouveau cycle inflationniste, cette fois climatique

Après la vague inflationniste liée au Covid et à la guerre en Ukraine, les banques centrales doivent désormais faire face à une inflation climatique. Celle-ci est structurelle, diffuse et peu contrôlable : elle touche l'alimentation, l'énergie (à cause des sécheresses qui réduisent l'hydroélectricité), et les assurances (dont les primes explosent).

En Europe, les taux d'intérêt sont maintenus élevés malgré la stagnation pour contenir la hausse des prix alimentaires. En Afrique, les banques centrales n'ont pas les moyens d'intervenir efficacement. En Amérique latine, les monnaies se déprécient face à des importations vitales en hausse constante.

Assurances, infrastructures, investissements : les chaînes du risque climatique

L'autre grande transformation silencieuse concerne le secteur assurantiel et financier. En 2025, plusieurs compagnies se retirent de zones entières jugées "non assurables" : littoraux inondables, villes exposées aux feux de forêt, zones agricoles surexploitées.

Les infrastructures deviennent plus coûteuses à construire et à maintenir. Les investisseurs exigent des primes de risque de plus en plus élevées pour financer les projets dans les zones climatiquement

instables. Certains États – comme le Mozambique, le Honduras ou le Bangladesh – commencent à être exclus des financements privés sans garanties publiques massives.

### Le spectre d'un "climat apartheid" économique

Ce désengagement crée un phénomène insidieux : les pays du Nord (Europe, États-Unis, Japon) renforcent leurs dispositifs de protection, leurs investissements en résilience, et accèdent à des technologies d'adaptation. Pendant ce temps, les pays du Sud subissent, sans moyens comparables, une série de chocs successifs.

On assiste à l'émergence d'un "climat apartheid", où la vulnérabilité climatique devient un facteur d'exclusion économique. Cette fracture ne se limite pas à la géographie : même à l'intérieur des pays riches, les plus pauvres paient le prix fort. Les quartiers défavorisés, les zones rurales isolées, ou les petites villes en décroissance deviennent les oubliés de la transition.

### L'échec des politiques climatiques internationales

La COP29 s'est achevée en avril 2025 sur un constat d'échec. Les engagements financiers des pays développés n'ont pas été respectés. Le Fonds pour les pertes et dommages reste largement sous-financé. L'objectif de 100 milliards de dollars par an promis à Copenhague n'a toujours pas été atteint.

De nombreux pays du Sud accusent les grandes puissances de duplicité : d'un côté, elles exigent des efforts de transition écologique ; de l'autre, elles refusent de compenser les coûts et les pertes induits par le climat. Résultat : la défiance grandit. Certains pays africains ou asiatiques bloquent les négociations climatiques, demandent des

compensations massives, ou menacent de se retirer du cadre multilatéral.

Résilience : entre initiatives locales et financements innovants  
Face à l'impasse institutionnelle, des initiatives décentralisées émergent. Des villes comme Dakar, Medellín, ou Bangalore mettent en œuvre des plans de résilience urbaine innovants : agriculture urbaine, gestion décentralisée de l'eau, quartiers à énergie positive.

Des instruments de financement alternatifs se développent : obligations vertes indexées sur les pertes agricoles, micro-assurances climatiques, partenariats public-privé pour la réhabilitation des zones à risques. Mais ces initiatives, encore dispersées, peinent à rivaliser avec l'ampleur des défis.

Vers une reconfiguration géo-économique du monde ?

Le changement climatique redéfinit progressivement les avantages comparatifs entre régions. Des zones naguère considérées comme défavorisées deviennent stratégiques (Scandinavie, Canada, Patagonie), tandis que d'autres perdent de leur attractivité (Sahel, Amazonie, Méditerranée sud).

Cette dynamique modifie les flux migratoires, les stratégies d'investissement, les trajectoires de développement. Les entreprises cherchent à relocaliser leur production dans des zones climatiquement stables. Les États se repositionnent dans les grandes chaînes de valeur, en fonction de leur exposition et de leur résilience.

Conclusion : le climat comme nouvel acteur économique mondial  
L'année 2025 consacre une bascule : le climat n'est plus un "bruit de fond", mais un moteur actif de déséquilibres macroéconomiques. Il perturbe les modèles agricoles, les choix d'investissement, les

équilibres géopolitiques. Il accentue les fractures sociales, accélère les migrations, et bouscule les règles de la mondialisation.

Les États qui ne prennent pas en compte cette nouvelle donne risquent de naviguer à vue dans un monde d'incertitude permanente. À l'inverse, ceux qui intégreront l'adaptation climatique dans leurs politiques économiques, budgétaires et industrielles pourront transformer la contrainte en levier stratégique. Le climat n'est plus le défi du siècle. Il est devenu la matrice même du XXI<sup>e</sup> siècle.

## **Chapitre 10 : Les limites planétaires franchies : vers un point de bascule écologique irréversible ?**

Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, la communauté scientifique alerte sur le dépassement progressif des “limites planétaires” — ces neuf seuils biophysiques qui définissent les conditions de stabilité de la biosphère. En 2025, six de ces limites sont désormais franchies. Pour certains experts, nous sommes entrés dans une zone d’incertitude aux conséquences potentiellement irréversibles. Le monde vit une transition silencieuse : celle où les fondations écologiques de l’activité humaine sont en train de céder, menaçant la régénération des ressources, la sécurité alimentaire et la santé des populations. Une crise invisible, mais systémique.

Une alerte scientifique désormais indiscutable

Le concept des limites planétaires, proposé en 2009 par une équipe de scientifiques dirigée par Johan Rockström, visait à quantifier les frontières environnementales à ne pas franchir pour éviter un effondrement de l’écosystème terrestre. Ces neuf limites couvrent notamment le climat, la biodiversité, l’usage des sols, le cycle de l’azote et du phosphore, l’acidification des océans, la consommation d’eau douce, la couche d’ozone, les aérosols atmosphériques et la pollution chimique.

En 2025, six de ces limites sont désormais considérées comme dépassées. Notamment :

Le changement climatique, avec une concentration atmosphérique de CO<sub>2</sub> dépassant les 425 ppm.

L'érosion de la biodiversité, avec un rythme d'extinction des espèces estimé à 1 000 fois supérieur à la moyenne naturelle.

Le cycle de l'azote et du phosphore, profondément altéré par l'agriculture intensive.

La pollution chimique, avec la prolifération de plastiques, microplastiques et substances toxiques persistantes (PFAS).

L'utilisation des sols, avec une artificialisation et déforestation accélérées.

Le cycle de l'eau douce, perturbé par les surexploitations et les dérèglements climatiques.

La "zone de dépassement" : une nouvelle ère d'incertitude écologique

Ce dépassement ne signifie pas l'effondrement immédiat, mais une entrée dans une zone de "non-linéarité" où les réactions du système Terre deviennent imprévisibles. Les régulations naturelles sont altérées : les forêts perdent leur capacité de stockage du carbone, les cycles de reproduction animale sont déréglés, les rendements agricoles deviennent plus erratiques.

Des effets systémiques apparaissent : feux de forêts incontrôlables en Amazonie et au Canada, baisse de la fertilité des sols, invasion d'espèces nuisibles dans les zones tempérées, migrations massives de pollinisateurs. Chaque limite franchie affaiblit la résilience des autres. Un effet domino menace.

Le paradoxe de la croissance verte : entre promesse technologique et déni systémique

Face à ce constat, la réponse dominante reste la “croissance verte” : développer des technologies moins polluantes, optimiser les rendements, électrifier l’économie. Mais cette stratégie, bien que nécessaire, semble aujourd’hui insuffisante. Elle repose sur des paris risqués (capture du carbone, hydrogène vert, géo-ingénierie) et sur une foi illimitée dans l’innovation.

Le rapport 2025 souligne une contradiction : les émissions mondiales continuent de croître, malgré les progrès technologiques. Les gains d’efficacité sont absorbés par l’augmentation de la demande. Les voitures sont plus propres, mais plus nombreuses. Les panneaux solaires se multiplient, mais les centrales à charbon ne ferment pas. L’économie reste prisonnière d’un modèle d’expansion continue sur une planète finie.

Une urgence silencieuse : la biodiversité en chute libre

Parmi les limites dépassées, celle de la biodiversité est la plus silencieuse, mais sans doute la plus grave. Selon le rapport, près de 70 % des populations d’animaux sauvages ont disparu en un demi-siècle. En 2025, le rythme d’extinction des espèces est cent fois plus rapide que le taux naturel.

Cette érosion n’est pas qu’une tragédie écologique. Elle affecte directement l’économie : perte de pollinisateurs, effondrement des stocks halieutiques, appauvrissement génétique des cultures, fragilisation des écosystèmes régulateurs. La biodiversité est la “matière noire” de la stabilité environnementale. Son effondrement est invisible... jusqu’à ce qu’il devienne irréversible.

## Des zones critiques sous pression extrême

Le rapport identifie plusieurs “zones critiques” où la conjonction de limites dépassées entraîne un basculement local :

Le bassin amazonien, où la déforestation et les sécheresses chroniques risquent de transformer la forêt en savane sèche d’ici 2030.

Le Sahel, où la désertification accélère sous l’effet combiné du réchauffement, de la surpopulation et de la pression pastorale.

Le delta du Mékong, menacé par la montée des eaux, la salinisation des terres et la chute des apports sédimentaires.

Le Groenland et l’Antarctique occidental, où la fonte des glaces pourrait devenir irréversible au-delà d’un certain seuil de réchauffement.

Ces zones sont des “points chauds” écologiques, mais aussi des baromètres géopolitiques : elles concentrent des tensions migratoires, alimentaires, et sécuritaires croissantes.

## Un basculement culturel encore trop timide

Malgré la multiplication des alertes scientifiques, le changement de paradigme culturel reste marginal. Les modèles économiques dominants continuent de valoriser la croissance du PIB, les extractions de ressources et la consommation. La nature est encore perçue comme un stock à exploiter, et non comme un partenaire vivant à préserver.

Le rapport appelle à une révision profonde des indicateurs de richesse, des politiques fiscales, et des priorités éducatives. Il propose de

remplacer la notion de “croissance” par celle de “prospérité durable”, intégrant les dimensions écologiques, sociales et intergénérationnelles.

Des signaux faibles d’un basculement politique à venir

Toutefois, certains signaux laissent entrevoir un début de basculement. En 2025 :

L’Allemagne lance une réforme constitutionnelle pour intégrer les limites planétaires dans l’évaluation des politiques publiques.

Le Parlement européen discute d’un “budget écologique maximal” à ne pas dépasser chaque année.

La Nouvelle-Zélande et le Costa Rica expérimentent des budgets nationaux basés sur les “biocapacités” réelles du territoire.

Des mouvements citoyens (comme “Les Derniers Habitables”) émergent, exigeant des droits pour les écosystèmes et un plafonnement matériel volontaire.

Mais ces avancées restent largement insuffisantes pour inverser la tendance globale.

Conclusion : de l’alerte à l’action, une fenêtre qui se referme  
Franchir les limites planétaires, ce n’est pas franchir une ligne rouge abstraite. C’est désactiver les mécanismes naturels qui rendent la vie possible sur Terre. L’année 2025 marque un tournant : la crise écologique mondiale n’est plus une hypothèse, mais une réalité mesurable, visible, et déjà destructrice.

Face à cette nouvelle donne, le dilemme n'est plus "croître ou décroître", mais "choisir ou subir". Soit l'humanité accepte de redéfinir son contrat avec la nature, en respectant ses seuils, en repensant ses modèles économiques et en valorisant la sobriété. Soit elle persiste à croire que la technologie suffira à réparer ce qu'elle détruit.

Mais l'histoire naturelle, elle, ne négocie pas. Elle encaisse. Elle dérègle. Et elle finit par trancher.

## **Chapitre 11 : Sous le sol, la guerre silencieuse : l'épuisement des ressources stratégiques**

Alors que la transition énergétique est souvent présentée comme une solution aux défis écologiques, elle engendre paradoxalement une nouvelle ruée vers les ressources naturelles. En 2025, la pression sur les matières premières atteint des niveaux sans précédent.

L'exploitation des métaux critiques, des terres rares, du sable, de l'eau et même de certaines essences de bois engendre des tensions géopolitiques, des dégâts environnementaux massifs et des conflits sociaux. Le mythe de l'énergie propre masque une réalité brute : celle d'un monde de plus en plus extractiviste.

### **L'ère du néo-extractivisme vert**

La décarbonation de l'économie mondiale, soutenue par les politiques climatiques, nécessite des volumes immenses de ressources minérales. Un seul véhicule électrique contient en moyenne six fois plus de métaux qu'une voiture thermique. Les éoliennes offshore, les panneaux photovoltaïques, les batteries au lithium, les puces électroniques : tous ces composants exigent du cobalt, du nickel, du cuivre, du graphite, du lithium, du platine ou encore des terres rares.

Le rapport 2025 souligne que la demande globale en métaux critiques a doublé en dix ans. Elle devrait encore augmenter de 60 à 90 % d'ici 2035. Cette frénésie minière ne touche plus seulement les pays historiquement extracteurs : de nouveaux territoires sont explorés, forés, dynamités. Des gisements sont rouverts en Europe de l'Est, en Afrique subsaharienne, dans les Andes, ou en Asie centrale. L'océan profond commence même à susciter la convoitise.

## Quand le gisement devient champ de bataille

Cette nouvelle géopolitique des ressources entraîne des tensions géostratégiques accrues. En Afrique, la présence chinoise dans le secteur minier suscite une contre-offensive des États-Unis et de l'Union européenne. Le Congo, la Guinée, le Zimbabwe ou la Namibie deviennent des zones de compétition ouverte. Les alliances militaires, les accords commerciaux, et les coups d'État sont souvent liés à des enjeux d'accès aux métaux stratégiques.

Le rapport cite également des exemples alarmants : la multiplication des assassinats de militants environnementaux (notamment en Amérique latine), la répression des mouvements autochtones opposés à l'exploitation minière (au Brésil, au Pérou, au Canada), et la prolifération de zones économiques spéciales échappant à toute réglementation sociale ou écologique.

## La surexploitation du sable : une bombe écologique méconnue

Parmi les ressources les plus négligées figure le sable. Il est la deuxième ressource la plus consommée au monde après l'eau. Utilisé massivement dans la construction, l'industrie et l'aménagement côtier, il est extrait à hauteur de 50 milliards de tonnes par an.

Or, ce sable ne vient pas du désert, mais des lits de rivières, des plages, et des fonds marins. Son extraction provoque l'érosion des littoraux, la destruction d'habitats marins, l'effondrement des berges et la salinisation des nappes phréatiques. Dans des pays comme l'Inde, le Maroc, ou le Sénégal, des "mafias du sable" opèrent à grande échelle, dans l'impunité la plus totale.

## L'eau, ressource de plus en plus convoitée

La pression ne s'arrête pas aux métaux et minéraux. En 2025, les conflits liés à l'eau s'intensifient. Le stress hydrique affecte désormais plus de 2,8 milliards de personnes. Des mégapoles comme Le Caire, Mexico, Johannesburg ou Jakarta vivent sous la menace d'un "jour zéro" — le moment où les réserves seront insuffisantes pour la population.

Les secteurs agricole et industriel entrent en concurrence directe avec les usages domestiques. L'agriculture intensive et les mégaprojets de dessalement ou de transfert d'eau (comme celui entre le Nil et le Sinaï) aggravent les déséquilibres. Plusieurs États commencent à privatiser leurs ressources hydriques ou à les intégrer dans des accords commerciaux, ce qui alimente la colère des populations locales.

## Un modèle économique prisonnier de l'extraction

Le rapport met en lumière un paradoxe profond : les politiques de transition énergétique et numérique, conçues pour réduire notre empreinte carbone, reposent sur un modèle extractiviste massif. Cette contradiction systémique est rarement abordée publiquement.

Alors même que la transition est censée préparer un avenir durable, elle reproduit les logiques de pillage des ressources, d'exploitation des pays du Sud et de financiarisation des biens communs. Le risque est grand de déplacer les pollutions au lieu de les résoudre : moins de CO<sub>2</sub>, certes, mais plus de cyanure, d'arsenic et de déforestation.

## Des limites physiques en vue : l'épuisement à l'horizon

Certaines ressources sont d'ores et déjà proches du pic de production. Le cuivre, essentiel pour l'électrification, pourrait atteindre un point critique d'ici 2030. Le phosphore, indispensable à l'agriculture, est concentré dans quelques pays (Maroc, Chine, États-Unis) et menacé d'épuisement géologique d'ici quelques décennies.

Les gisements les plus accessibles sont en voie d'épuisement. Les nouvelles exploitations sont de plus en plus coûteuses, énergivores, et risquées sur le plan environnemental. L'extraction se fait dans des conditions extrêmes (grande profondeur, zones polaires, forêts primaires) avec un rendement décroissant.

## Des alternatives encore embryonnaires

Face à cette situation, le recyclage et l'économie circulaire sont souvent cités comme des solutions. Mais en réalité, seuls 17 % des métaux critiques sont recyclés à l'échelle mondiale. Les technologies de récupération restent limitées, coûteuses, et inadaptées à certains matériaux composites.

La sobriété matérielle — produire et consommer moins — est encore largement absente des discours politiques. Les rares exemples (quota de production, écoconception, interdiction de l'obsolescence programmée) restent marginaux face à la dynamique dominante de croissance des marchés.

## Vers une cartographie mondiale des "ressources critiques" ?

Le rapport plaide pour une nouvelle gouvernance mondiale des ressources stratégiques. Il appelle à établir une "carte des ressources critiques" prenant en compte à la fois les stocks géologiques, les

impacts sociaux et écologiques de l'extraction, et les capacités de recyclage.

Un tel outil permettrait d'orienter les choix technologiques, d'imposer des critères environnementaux contraignants aux chaînes de valeur, et de prévenir les conflits en favorisant la transparence et la coopération. Mais une telle initiative se heurte aux intérêts divergents des puissances industrielles, et à l'absence d'un cadre juridique international contraignant.

Conclusion : un monde sous extraction permanente

Le monde de 2025 se rapproche d'un seuil critique : celui où l'accélération extractive menace de dépasser les capacités de la planète à se régénérer. L'humanité semble incapable de se défaire de sa dépendance à l'extraction, même lorsqu'elle prétend construire un futur plus durable.

La transition écologique, si elle ne s'accompagne pas d'une transformation des modes de production et de consommation, risque de devenir une "transition extractive", qui sacrifie les territoires les plus vulnérables au nom de la décarbonation des plus riches.

La vraie révolution n'est peut-être pas technologique, mais culturelle : accepter que toute richesse matérielle ait un coût invisible. Et qu'au bout du puits, il n'y a pas seulement la terre, mais la limite de notre propre survie.

## **Chapitre 12 : Villes sous pression : la résilience urbaine à l'épreuve des mégachocs climatiques**

En 2025, plus de 57 % de la population mondiale vit en zone urbaine. D'ici 2050, ce chiffre atteindra 70 %. Mais alors que les villes sont les moteurs de la croissance économique et de l'innovation, elles deviennent aussi les foyers les plus vulnérables face aux impacts du changement climatique. Vagues de chaleur meurtrières, inondations, crises sanitaires, effondrements d'infrastructures : les “mégachocs” climatiques mettent à l'épreuve la résilience urbaine. Le rapport Mid-Year Global Outlook 2025 dresse un constat alarmant, mais pointe aussi des leviers d'adaptation puissants — si les choix politiques suivent.

Les villes, épices d'un climat déchaîné

Les mégapoles concentrent les risques. En 2025, plus de 300 grandes villes dans le monde ont subi des événements extrêmes : canicules de plus de 45°C, inondations urbaines, pénuries d'eau, épisodes de pollution extrême. New Delhi, Lagos, Manille, Le Caire, Houston, Barcelone ou encore Casablanca sont citées parmi les plus exposées à des chocs simultanés.

Les infrastructures vieillissantes, l'étalement urbain anarchique, l'imperméabilisation des sols, la dépendance aux énergies fossiles et la précarité des logements rendent ces villes très sensibles aux perturbations climatiques. Une ville peut basculer en quelques heures : transport paralysé, hôpitaux débordés, coupures électriques, pillages de magasins, insécurité croissante.

## La triple vulnérabilité urbaine : sociale, sanitaire et économique

Les chocs climatiques touchent de façon disproportionnée les plus pauvres. Les bidonvilles, les logements précaires, les quartiers sans espaces verts sont les premiers affectés. Les personnes âgées, les enfants, et les travailleurs informels paient le prix fort.

Sur le plan sanitaire, les vagues de chaleur prolongées provoquent des surmortalités silencieuses. Les coupures d'eau favorisent les épidémies. L'humidité croissante génère des maladies respiratoires. Le rapport alerte sur un "stress urbain combiné" : quand les effets climatiques, sanitaires et économiques se conjuguent pour créer une spirale de déstabilisation.

Certaines villes comme Karachi, Kinshasa ou Djakarta connaissent déjà des épisodes de migration interne, où des habitants fuient les zones les plus exposées, générant une pression accrue sur les infrastructures restantes.

## Des modèles urbains à bout de souffle

Le modèle dominant des villes — croissance horizontale, dépendance automobile, zones monofonctionnelles — montre ses limites. Les quartiers-dortoirs, les zones industrielles polluantes, les centres commerciaux fermés sont inadaptés à la résilience.

Les plans d'urbanisme, souvent datés ou clientélistes, ne prennent pas en compte les scénarios climatiques. La spéculation foncière aggrave la vulnérabilité en repoussant les populations pauvres vers les marges les plus risquées (pentes instables, bords de fleuves, zones inondables).

Le rapport souligne également le rôle parfois négatif des “grands projets urbains” (tourisme, centres d’affaires, stades) qui absorbent les ressources publiques sans renforcer la résilience de la majorité de la population.

Des initiatives locales en rupture avec les modèles classiques  
Face à ce constat, certaines villes innovent. En 2025, des programmes pilotes montrent la voie :

Kigali (Rwanda) développe des quartiers résilients intégrant agriculture urbaine, récupération d’eau de pluie et bâtiments bioclimatiques.

Rotterdam transforme ses toits en parcs et bassins de rétention, réduisant la température et absorbant les pluies extrêmes.

Medellín a remplacé des autoroutes par des corridors écologiques et des téléphériques pour désenclaver les quartiers pauvres.

Hô Chi Minh-Ville impose un moratoire sur les constructions en zones inondables et investit dans des logements sur pilotis.

Ces expériences démontrent qu’une résilience urbaine est possible... à condition de changer de priorités et d’écouter les habitants.

Technologie et résilience : des promesses à double tranchant  
Le rapport analyse l’essor des “villes intelligentes” comme levier d’adaptation. Capteurs, plateformes numériques, IA urbaine : ces outils permettent une meilleure gestion de la circulation, de l’énergie, de l’eau ou de la sécurité.

Mais cette technologie pose aussi des risques : exclusion numérique, surveillance intrusive, dépendance à des opérateurs privés étrangers.

Les villes résilientes ne peuvent être seulement “connectées” ; elles doivent aussi être inclusives, participatives, flexibles, et écologiques.

L'exemple de Séoul, qui combine intelligence technologique, démocratie locale et design écologique, est présenté comme un modèle hybride inspirant.

Les infrastructures grises contre les infrastructures vertes

Une des batailles centrales est celle du choix des infrastructures. Les mégaprojets “grands travaux” (digues, autoroutes, tunnels) dominent encore les budgets. Mais leur efficacité reste limitée en cas d'événement extrême. Au contraire, les “infrastructures vertes” — parcs, zones humides restaurées, toits végétalisés, corridors biologiques — offrent une adaptabilité plus fine et un coût moindre.

Le rapport plaide pour un basculement massif des investissements vers les solutions basées sur la nature, plus durables, évolutives et bénéfiques socialement. Il appelle aussi à réhabiliter l'artisanat urbain, la construction locale en matériaux durables, et la mixité fonctionnelle.

Rôle clé des pouvoirs locaux... mais budgets insuffisants

Les municipalités sont en première ligne face aux crises. Mais dans 70 % des pays, elles disposent de moins de 15 % du budget public. L'autonomie financière des villes est limitée. Le transfert de compétences n'a pas été accompagné d'un transfert de ressources.

Le rapport recommande la création d'un fonds mondial pour la résilience urbaine, alimenté par les pays du Nord, les institutions multilatérales et les banques de développement. Ce fonds viserait à financer des projets communautaires, à soutenir l'innovation locale et

à renforcer la capacité d'action des villes moyennes, souvent oubliées des grands dispositifs.

Un enjeu démocratique autant qu'écologique

La résilience urbaine ne peut être imposée d'en haut. Elle exige une participation active des habitants, une transparence des données, une réappropriation de l'espace public. Partout où les citoyens sont associés à la transformation urbaine, les résultats sont plus durables et mieux acceptés.

Les villes peuvent devenir des laboratoires démocratiques face au chaos climatique, si les politiques locales s'ouvrent aux jeunes, aux femmes, aux quartiers marginalisés. La justice spatiale devient un impératif écologique.

Conclusion : faire de la ville un bastion de résilience collective  
En 2025, les villes sont à la croisée des chemins. Soit elles persistent dans un modèle extractif, inégalitaire et vulnérable ; soit elles inventent une nouvelle grammaire urbaine : compacte, verte, solidaire, autonome. Le changement climatique n'est pas une fatalité urbaine, mais un révélateur des faiblesses et des potentiels.

Dans un monde en mutation, les villes résilientes seront celles qui auront su anticiper, intégrer la nature, écouter leurs citoyens et bâtir des alliances locales fortes. Le défi n'est pas seulement de survivre aux mégachocs, mais d'en sortir plus justes, plus vivables et plus humaines.